

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA

Fitiavana-Tanindrazana-Fandrosoana

MINISTERE DES MINES

ARRETE N° 15911/2013

Relatif à la participation obligatoire à l'EITI (Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives) des compagnies minières et pétrolières – amont à Madagascar pour le rapport EITI 2013.

LE MINISTRE DES MINES,

- Vu la Constitution,
- Vu la Loi n° 2011-014 du 28 décembre 2011 portant insertion dans l'ordonnancement juridique interne de la feuille de Route signée par les acteurs politiques malgaches le 17 septembre 2011;
- Vu le Décret n° 2011-653 du 28 octobre 2011 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement de Transition d'Union Nationale;
- Vu le Décret n° 2011-687 du 21 novembre 2011, modifié par les Décrets n° 2012-495 et 2012-496 du 13 avril 2012, portant nomination des membres du Gouvernement;
- Vu l'Arrêté Gouvernemental n° 5615/2013 du 15 mars 2013, portant création définitive et réactivation du Comité National de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (EITI);
- Vu l'Arrêté n° 13836/2012 du 10 juillet 2012, relatif à la participation des compagnies minières à Madagascar à l'EITI.

A R R E T E :

Article premier. Le présent Arrêté a pour objet de fixer les règles et les procédures à suivre pour la participation obligatoire de toutes les compagnies minières et pétrolières amont sur le territoire de la République de Madagascar au rapport de réconciliation EITI.

Article 2. Le Gouvernement s'engage à poursuivre la mise en œuvre de l'EITI qui est une norme de transparence des revenus miniers, pétroliers et gaziers.

L'EITI repose sur deux mécanismes principaux :

La publication régulière et crédible des paiements versés au Gouvernement par les entreprises extractives, et les recettes perçues par le Gouvernement. Le rapprochement indépendant de ces deux flux est par la suite réalisé pour évaluer les écarts.

Le développement d'un mécanisme de surveillance multi-actionnaire, afin d'encourager davantage des débats publics sur les dépenses et recettes issues des ressources non renouvelables.

Article 3. Chaque année les compagnies minières et pétrolières amont opérant à Madagascar en phase de recherche et en phase d'exploitation devront faire une déclaration de paiement d'impôts à l'EITI selon un modèle de canevas établi par le Comité National de l'EITI.

La déclaration des compagnies devrait être vérifiée par l'auditeur EITI ou attestée par leur commissaire au compte.

Article 4. Pour l'année 2013, les compagnies minières et pétrolières suivantes (ou leur acquéreur éventuel) devront remplir le canevas de déclaration EITI et mettre à la disposition de l'auditeur EITI toutes les pièces justificatives aux opérations fiscales et parafiscales :

N	LISTE DES SOCIETES MINIERES ET PETROLIERES	SOCIETE/PARTICULIERS
1	PROJET AMBATOVY	SOCIETE MINIERE
2	HOLCIM MADAGASCAR S.A.	SOCIETE MINIERE
3	QIT MADAGASCAR MINERALS S.A.	SOCIETE MINIERE
4	GROUPE PAM	SOCIETE MINIERE
5	KRAOMA S.A.	SOCIETE MINIERE
6	TANTALUM RARE EARTH (MALAGASY) S.A.R.L.U	SOCIETE MINIERE
7	MADAGASCAR OIL	SOCIETE PETROLIERE
8	MADAGASCAR CONSOLIDATED MINING S.A.	SOCIETE MINIERE
9	MAINLAND MINING LTD S.A.R.L.U	SOCIETE MINIERE
10	GOLD SAND S.A.R.L.	SOCIETE MINIERE
11	MPUMALANGA MINING RESOURCES S.A.U	SOCIETE MINIERE
12	MADAGASCAR CHROMIUM COMPANY LTD S.A.R.L.U	SOCIETE MINIERE
13	TOTAL EP1	SOCIETE PETROLIERE
14	NICOH-ENERMAD	SOCIETE PETROLIERE
15	MADA-AUST S.A.R.L.	SOCIETE MINIERE
16	GALLOIS ETABLISSEMENT	SOCIETE MINIERE
17	MADAGASCAR WISCO GUANGXIN KAM	SOCIETE MINIERE

	WAH RESSOURCES S.A.U.	
18	CALIBRA RESOURCES & ENGINEERS MADAGASCAR S.A.R.L.U	SOCIETE MINIERE
19	TULLOW MADAGASCAR INTERNATIONAL TAK	SOCIETE PETROLIERE
20	MINING S.A.R.L.	SOCIETE MINIERE
21	MADAGASCAR MINING RESOURCES LTD S.A.R.L.	SOCIETE MINIERE
22	NOVA RESOURCES S.A.R.L.U	SOCIETE MINIERE
23	STERLING	SOCIETE PETROLIERE
24	LABRADOR MADAGASCAR -	SOCIETE MINIERE
25	WILTON PETROLEUM	SOCIETE PETROLIERE
26	URAMAD S.A	SOCIETE MINIERE
27	AMICOH	SOCIETE PETROLIERE
28	COAL MINING MADAGASCAR S.A.R.L.	SOCIETE MINIERE
29	ACCESS MADAGASCAR S.A.R.L.	SOCIETE MINIERE
30	ACCRINGTON MINERALS S.A.	SOCIETE MINIERE
31	ROC OIL / SAPETRO	SOCIETE PETROLIERE
32	MINVEST MADAGASCAR S.A.U.	SOCIETE MINIERE
33	MINERAL PRODUCTS INTERNATIONAL GROUP S.A.R.L.	SOCIETE MINIERE
34	TOLIARA SANDS S.A.R.L.	SOCIETE MINIERE
35	GROUPE EXXON MOBIL	SOCIETE PETROLIERE

Article 5. Les opérations fiscales et parafiscales concernées par le rapport EITI 2013 sont celles de l'année 2011.

Article 6. Le dépôt des déclarations et des pièces comptables justificatives à l'auditeur EITI se fera au plus tard le 30 Août 2013.

Article 7. Tout manquement relatif aux dispositions du présent Arrêté fait l'objet de sanctions administratives allant jusqu'à la suspension des activités des compagnies.

Article 8. Le présent Arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Antananarivo, le 14 août 2013

Le Ministre des Mines,

RANDRIAFENO Tolotrandry Rajo Daniella

